

FINANCEMENT DU REVENU DE VIE: UNE BONNE AFFAIRE POUR LES COMPTES PUBLICS?

LE 17 MARS 2011 STANISLAS JOURDAN & SYLVAIN LAPOIX

Comment financer le revenu universel ? TVA sociale, flat-tax, création monétaire... les options sont multiples. Une simple question de volonté politique ?

Le bal des idées politiques a ceci de commun avec le bal de jeunes premiers qu'il faut être recommandé pour y entrer. Pour les jeunes premiers par un organisateur. Pour les idées politiques par des économistes. Or, de ce point de vue, l'idée de revenu de vie n'est pas vraiment habillée à la dernière mode : devant **les ratés du RSA**, les mesures de rigueur budgétaire et les pistes de plus en plus sérieuses de privatisation de l'assurance maladie et autres prestations sociales, les modèles de financement d'une allocation inconditionnelle laissent les fiscalistes de marbre.



Sur la question du financement, les pistes proposées par les promoteurs de l'allocation universelle et du revenu de vie ne sont pas prises au sérieux par les économistes, note Marc de Basquiat, chercheur au Groupement d'économie quantitative d'Aix-Marseille. Et pour cause : la plupart des théoriciens ne sont pas des économistes eux-mêmes mais des philosophes qui cherchent d'abord à convaincre des courants de pensées politiques, notamment de gauche. Pour eux, taxer les flux spéculatifs ou les rentes sont des solutions. Pour les économètres, ce genre de plan de financement n'est pas solide. »



Conséquence de quoi, en ces temps où l'État se fait gestionnaire, le revenu universel reste à la marge des grands débats... alors même que certaines pistes de financement pourraient résoudre certains problèmes de gestion de l'État-providence.

Zéro niche fiscale, 30% d'impôt sur le revenu et 12€ par jour pour chaque adulte

Dans la jungle fiscale, l'économiste Anthony Barnes Atkinson a dégainé le coupe-coupe avec son ouvrage *Public Economics In Action* (1996). Pour cet économiste inspiré des théoriciens scandinaves de l'État-providence :



La proposition d'un basic income / flat tax et les diverses variations autour de ces éléments ont suscité un large intérêt dans de nombreux pays [...] de mon point de vue, [une telle proposition] devrait être à l'ordre du jour de toute discussion fiscale sérieux ou de réforme de l'aide sociale au XXIe siècle.



Son idée: faire table rase des taxes directes pour créer un impôt sur tous les revenus (de 25

à 30%, la « flat tax ») afin de garantir à chacun un revenu minimum (différents selon les âges). Sans exception ni niche fiscale, l'objectif avoué de ce système est de rebattre les cartes de l'État-providence pour assurer une redistribution plus efficace sans décourager le travail. Très répandue dans les pays anglo-saxons, cette version du revenu minimum garanti trouve également des défenseurs en France. Marc de Basquiat y voit un outil de substitution efficace à une cascade de prestations sociales dont :

Allocations familiales
 Complément familial
 Allocation de base de la PAJE (sous conditions de ressources)
 Revenu Minimum d'Insertion (RMI)
 Revenu de Solidarité Active (RSA)
 Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)
 Prime pour l'Emploi (PPE)
 Allocation Parent Isolé (API)
 Allocation d'Insertion (AI)
 Bourses d'études sur critères sociaux
 Quotient conjugal et quotient familial
 Décote de l'impôt sur le revenu
 Exonération des charges sur les bas salaires
 Niches fiscales
 etc...

Résultat de cette mise à plat, les calculs des diverses pondérations (âge, handicap...) seraient largement simplifiés et le « parcours de l'argent », (depuis ce nouvel impôt sur les revenus jusqu'à sa redistribution) deviendrait plus clair aux yeux de tous.

Un impôt unique: la TVA sociale?

Dans la vision du *Grundeinkommen*, le revenu de base dans sa version allemande et suisse, le financement repose sur une TVA sociale boostée dont le taux pourrait atteindre... 50 % ! De quoi faire bondir plus d'un Français: à quoi bon percevoir un revenu de base si toutes les dépenses augmentent ?

A ceci prêt que les économistes Dani Häni et Enno Schmidt font de cette super TVA un impôt général, remplaçant jusqu'aux cotisations salariales et patronales. Dans leur logique, le travail n'étant plus le seul et unique facteur d'intégration sociale, il n'y a aucune raison que sa taxation finance majoritairement le revenu de base.

Avantage de ce mode de financement, il fait de chaque citoyen un contributeur et un bénéficiaire: tout le monde reçoit et tout le monde paie. Les plus pauvres voyant ainsi la taxation compensée par l'octroi du revenu de base, instaurant une progressivité malgré la taxation unique.

Progression fiscale					
1000	0	1000	500	-500	
1000	500	1500	750	-250	
1000	1000	2000	1000	0	-
1000	2000	3000	1500	500	17%
1000	4000	5000	2500	1500	30%
1000	8000	9000	4500	3500	39%

Ainsi, comme l'explique **la vidéo sur le revenu de base**, pour ceux qui touchent un salaire inférieur au montant du revenu de base (fixé à 1000€ dans cet exemple), le taux de taxation est nul puisque c'est l'administration fiscale qui, par le revenu de base, a financé les 1000€ de pouvoir d'achat. En revanche, plus le revenu du travail augmente, plus c'est le revenu du travail qui est indirectement imposé. Le taux d'imposition augmente ainsi progressivement.

Par ailleurs, l'avantage de la TVA sociale comme impôt unique réside aussi dans sa facilité de mise en œuvre. Là où l'imposition du travail ou des revenus du capital requièrent l'intervention d'une armée de contrôleurs fiscaux pour dénicher les inévitables resquilleurs,

la TVA sociale est d'une grande facilité de contrôle, contournant par ailleurs les pertes occasionnées par le travail au noir.

Dernier avantage: pour peu que des pays exportateurs continuent de taxer le travail plutôt que de mettre en place cette super TVA, la « double taxation » qui en découlerait agirait comme un puissant outil anti-délocalisations. A moins que ce système ne se généralise à l'étranger.

Le retour de la planche à billets?

Ne riez pas, cette proposition est très sérieuse.

Dans les années 1920 déjà, un ingénieur britannique, **Clifford Hugh Douglas** proposait la mise en place d'un « **crédit social** ». Ce dernier a été à l'origine du *Social Credit Movement* qui connu un certain succès à l'époque, notamment au Canada.

Parmi les premiers à démontrer la production monétaire par le crédit bancaire (dit argent-dette), Douglas a construit sur ce constat une proposition résumée dans son ouvrage *Social Credit* : aligner la création monétaire à la croissance du PIB, et de distribuer l'argent ainsi "fabriqué" sous la forme d'un dividende reversé à chaque citoyen. Malheureusement, l'école monétariste et le **système bancaire de réserves fractionnaires** a entre temps gagné la faveur des politiques, et la moindre proposition de faire "tourner la planche à billets" donne aujourd'hui des boutons aux dirigeants.



Il aura fallu attendre longtemps avant que des ouvrages ne remettent au goût du jour ce type de théories, et notamment celui de Stéphane Laborde, ***La Théorie relative de la monnaie***, dans lequel il démontre, par des critères mathématiques, la pertinence d'un dividende universel correspondant à environ 15% du PIB. Non sans hasard, Yoland Bresson, après avoir écrit, *Le revenu d'existence ou la métamorphose de l'être social*, en 2002, a signé la préface de l'ouvrage de Laborde.

C'est que ces théories sont intimement liées : le revenu d'existence de Bresson, tout comme le «dividende universel» de Laborde se justifie par l'idée selon laquelle « un citoyen sans argent n'est rien », et qu'il est légitime que les citoyens bénéficient concrètement des richesses de la zone économique à laquelle ils participent. Du coup, à la différence des tenants de l'« allocation universelle », ces théories défendent l'idée d'un dispositif non pas redistributif, mais directement distributif. Ce qui implique que son financement ne peut provenir que d'une masse monétaire nouvelle, et non de la redistribution fiscale. Un peu comme au Monopoly, lorsque les joueurs repassent la case départ...

Dès lors, l'idée que la création monétaire pourrait "financer" – en partie au moins – le revenu universel devient une hypothèse viable du point de vue des finances publiques... D'autant plus que cette proposition n'implique pas de faire table rase du système de redistribution actuel, contrairement aux propositions précédentes... En revanche, à moins de recourir à une monnaie complémentaire, cela nécessiterait de s'attaquer à la forteresse du système monétaire et à son donjon: la Banque Centrale Européenne...

Dépasser l'illusion de l'impossible financement

En prouvant la viabilité de ce que beaucoup considèrent comme une « utopie », les diverses formes d'allocation universelle montrent une limite bien réelle du système social français: le bug de la machine à redistribuer les richesses. Prélevés par mille mécanismes, réinjectés par autant d'aides, allocations et crédits d'impôts, les revenus des Français empruntent des tuyaux incompréhensibles qui, au final, ne permettent même pas une compensation des inégalités sociales. Se penchant sur la mise en place du RSA, Philippe Mongin, membre du Conseil d'analyse économique faisait de cet enjeu une question démocratique :



La transparence du système de transferts positifs ou négatifs décidés par l'État – au-delà, donc, du système de solidarité lui-même – se recommande au nom du principe de légitimité démocratique. Il importe non seulement que justice redistributive soit rendue, mais que la collectivité sache à quoi elle s'engage en la matière. Ce ne sont donc pas seulement les bénéficiaires, mais aussi le contribuable et le citoyen, qui trouveraient leur compte à un rassemblement des dispositifs autour d'une allocation simple et cohérente. Une fois qu'elle percevra mieux les coûts et les bénéfices, la collectivité peut évidemment choisir de modifier ses engagements initiaux.



Malgré l'affichage d'ambitions réformatrices, pas sûr que le « Grenelle de la fiscalité » annoncé par le président de la République, fasse écho à cette idée ambitieuse de « démocratie des finances publiques ». L'idée que la plomberie incompréhensible de la fiscalité française reste peu redistributive avait déjà été développée dès 1999 dans le **rapport de François Bourguignon et Dominique Bureau**. A l'époque, déjà, la réforme de la TVA et des autres modes d'imposition directs ou indirects agitaient un autre gouvernement, de gauche celui-ci. Bourguignon et Bureau affirmaient qu'il y avait « peu à attendre » de la réforme de ces impôts. Et déjà, les deux économistes réfléchissaient à la curieuse solution d'Atkinson d'une taxe unique sur les revenus... et d'un revenu inconditionnel pour tous.

—

Retrouvez **notre dossier spécial** sur le revenu citoyen :

Revenu garanti: « la première vision positive du XXIe siècle »

Revenu garanti, travail choisi

Interview : Yoland Bresson: “le revenu d’existence sera au centre du débat en 2012”

—

>> Illustrations CC flickr **Paul falardeau ; Paul Nicholson**

WILNOCK

le 18 mars 2011 - 9:24 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Voila un article qui reste tres interessant, et plutot technique, ce qui est une bonne chose, le sujet est vaste, et loin d'etre evident a saisir.

Ensuite, que ce soit economiste ou philosophe, ou sociologue, on retrouve pour beaucoup ce meme discours, le modele semble perenne, viable, democrate, mais la grande question reste qu'elles sont les etapes cle de transition a mettre en place petit a petit pour arriver a un tel systeme... Ce n'est pas aussi simple que de passer du Franc a l'Euro.

Sachant enfin qu'un tel systeme aura une armada de detracteurs (neo-liberales) qui se feront un plaisir de presenter les faiblesses et l'impossibilite du modele.

Avec la comparaison que vous faites avec le Monopoly, cela m'a directement fait penser a une video que je revoyais recemment:

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

WILNOCK

le 18 mars 2011 - 9:26 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Oups, il semble que le champ des commentaires n'accepte pas de balises iframe

Je remet le liens de la video: RSA Animate – Crises of Capitalism

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

QUELQU'UN

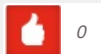
le 5 avril 2011 - 23:04 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je trouve l'explication sur la TVA un peu trop succincte à mon goût. En considérant que les gens dépenseront tout leur salaire, elle fait l'impasse sur l'épargne. C'est justement à ce niveau que se situe une grande partie de "l'injustice" de la TVA par rapport à l'impôt sur le revenu : ceux qui gagnent énormément ne dépensent jamais tout (et donc payent proportionnellement moins de TVA). Il leur reste donc un capital qu'ils peuvent en plus faire fructifier dans la finance.

Les tenants du revenu de base ont-ils exploré plus ce sujet (taxation financière, ou taxation des revenus du capital) ?

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

STANISLAS JOURDAN

le 6 avril 2011 - 12:06 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Quelqu'un : l'objet de l'article était de présenter les grandes pistes de financement. Il est clair qu'il faudrait aller davantage dans les détails par la suite.

L'avantage de la TVA sociale c'est que c'est un impôt facile à prélever, avec peu de contrôle, et qui constitue aussi une forme de protectionnisme.

Part ailleurs, puisque l'objet du revenu universel est de déconnecter une partie du revenu du travail, il faut aussi déconnecter les prélèvements sociaux du salaire. Il serait absurde de faire payer uniquement aux salariés le coût du revenu universel de ceux qui ne travaillent pas.

Mais bien sur, on peut aussi imaginer un système mixte avec un TVA relevée, et une plus forte taxation de l'épargne. Ca me paraît acceptable, mais attention tout de même, car le revenu universel entraînera une hausse sensible de l'inflation (inflation acceptable dans la mesure où le revenu universel est indexé sur la croissance).

Attention donc à ne pas doublement taxer l'épargne par l'inflation + impôt.

En ce qui concerne la taxation des transactions financières, je n'y crois pas à titre perso... mais c'est un autre débat... ;)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

REVENUDEBASE

le 20 avril 2011 - 17:18 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Voir sur <http://revenudebase.free.fr/> "sommaire thématique" "financement" pour plus de précisions sur la TVA comme impôt unique.

Un article, un peu difficile à lire (plus par sa traduction -qui sera reprise bientôt- que par son contenu) donne à réfléchir sur la philosophie du projet.

Hors des sentiers battus en tout cas.

Accès direct à l'article : <http://revenudebase.free.fr/Hardorp.html>

Bonne lecture quand même.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CARNOPS

le 20 octobre 2011 - 19:44 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@Quelqu'un :

L'une des solutions pour redistribuer une partie des profits faits par ceux qui sont plus "nantis" est la taxe dite "Tobin".

Elle consiste à prélever une toute petite taxe sur les transactions financières, entre 0,05 % et 0,1 % du montant de la transaction. Toutes les transactions boursières et monétaires, qu'elles soient spéculatives ou pas, se verraient frappées de cette taxe.

Pour le particulier, cela reste indolore, puisque pour une transaction de 1.000 €, il ne paierait que 0,50 ou 1 € ; par contre pour celui qui investit dans un but spéculatif ça crée un obstacle, vu que son bénéfice va être roboté par la taxe.

Le but du "day trading" est d'acheter et de revendre des actions ou des devises en un court laps de temps sur un journée pour en retirer un bénéfice maximal. En toute logique, il sera beaucoup moins intéressant pour lui de faire ce genre d'opération, vu qu'il se verra taxé à chaque transaction.

Selon les projections économiques, une telle taxe à 0,05% permettrait de faire rentrer environ 200 à 220 milliards d'euros dans les caisses chaque année, rien que pour la zone Euro.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

5 pings

Revenu garanti, travail choisi » Article » OWNI, Digital Journalism le 18 mars 2011 - 0:23

[...] Financement du revenu de vie: une bonne affaire pour les comptes publics? Sur le même sujet [...]

Yoland Bresson: "le revenu d'existence sera au centre du débat en 2012" » Article » OWNI, Digital Journalism le 18 mars 2011 - 18:34

[...] garanti, travail choisiFinancement du revenu de vie: une bonne affaire pour les comptes publics?Danger : Information OverloadWikileaks: The leak before the stormDéclaration 29 adoptée: vers des [...]

Est on prêt pour ouvrir le débat sur un revenu d'existence . ??? « Les radicaux du 15^{ème} Arrondissement de Paris le 20 mars 2011 - 17:34

[...] Financement du revenu de vie: une bonne affaire pour les comptes publics? [...]

La reconnaissance du vote blanc et l'instauration d'un revenu de vie seraient-ils complémentaires ? | Politiko.fr le 13 avril 2011 - 9:23

[...] financement du revenu de vie : une bonne affaire pour les comptes publics ? <http://owni.fr/2011/03/17/financement-revenu-universel/> [...]

Allocation universelle, revenu de vie, revenu citoyen : une condition pour la société du futur (le futur c'est maintenant) « singularite le 23 juin 2011 - 10:12

[...] sera au centre du débat en 2012' » ainsi que « revenu garanti, travail choisi » , « financement du revenu de vie : une bonne affaire pour les comptes publics ? » , ou encore » Revenu universel : 'la première vision positive du XXIème [...]